

CONSULTATION PUBLIQUE

28 avril 2022 – 27 mai 2022

Proposition de tarif minimum pour la livraison des livres prévue à l'article 1 de la loi n° 2021-1901 du 30 décembre 2021

28 avril 2022

Question Q1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Réponse Gibert :

Le montant de 3€ nous semble un peu faible pour une livraison à domicile (adresse de l'acheteur) et raisonnable pour une livraison en point relai hors commerce de vente au détail de livre.

Pour être justifiée d'un point de vue client (cf réponse à la question 5.3.5, l'écart entre une livraison à domicile et une livraison en point relai hors commerce de vente au détail de livre doit être d'au moins 1€.

Outre les problématiques liés aux coûts réels propres à chaque acteur, ces montants sont proches des tarifications pratiquées en e-commerce sur des valeurs de commandes ou des produits assimilables.

Nous recommandons donc un montant de 2.5€ minimum pour une livraison en point relai hors commerce de vente au détail de livre et 3.5€ pour une livraison à domicile.

Nous souhaiterions également que ces valeurs puissent être révisables régulièrement en fonction de l'évolution du marché des transports.

Question Q2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Réponse Gibert :

Le principe de cette loi est de traiter la distorsion de concurrence apparue suite à la modification de la Loi Lang en 2014 qui instaurait alors l'interdiction de la gratuité de la prestation de transport sur une commande de livre neuf.

Dans la mesure où certains acteurs ont détourné cette interdiction par la proposition d'une « quasi-gratuité » en dépit des coûts réels et pour tenter d'écraser la concurrence, cela a amené le consommateur à imaginer qu'une prestation de transport (pourtant réalisée par des humains non bénévoles) pouvait être gratuite et que d'autres acteurs en profitaient en demandant des contributions spécifiques pour cette prestations.

Par conséquent nous sommes sur le fond opposés au maintien d'un principe de « quasi-gratuité » à partir d'un certain seuil d'achat.

Question Q3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

Réponse Gibert :

Toutefois, il faut reconnaître que cette pratique est une pratique courante dans le e-commerce de manière générale et que c'est également une pratique de différents acteurs dont nous faisons partie pour tenter de lutter, tant que faire se peut, dans le contexte et les usages liés au contournement de la gratuité constatés depuis 2014.

Dans le cas où un tel seuil d'achat serait admis, il convient néanmoins d'en augmenter la valeur pour éviter de retrouver de fait une situation où la quasi-gratuité serait quasi systématique.

Nous recommandons donc dans ce cas que le seuil soit porté à une valeur minimum de 40€, ce qui en ferait tout de même un seuil relativement bas en comparaison des pratiques constatées chez d'autres acteurs e-commerce de domaines dans lesquels les marges opérationnelles sont pourtant bien plus conséquentes que celles constatées généralement sur le livre.

Question Q4 : Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

5.3.1. En métropole et outre-mer : « **l'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum s'applique de manière identique pour une livraison en métropole et outre-mer.** »

Réponse Gibert :

Dans la mesure où les tarifications sont identiques, il paraît effectivement juste et logique que les clients et les détaillants d'un même département d'Outre-Mer bénéficie des mêmes conditions d'applications qu'en France métropolitaine.

5.3.2. Cas des envois regroupant des livres avec d'autres produits : « l'Arcep envisage de proposer que le montant de la prestation de livraison d'un colis soit au moins égal au tarif minimum déterminé en application du seul montant des livres transportés dans ce colis. »

Réponse Gibert :

Pour éviter tout contournement par l'adjonction d'un produit autres que le livre neuf, il est effectivement nécessaire d'imposer que les conditions tarifaires de la prestation de transport soient celles du livre neuf dès lors qu'une commande contient au moins un livre neuf.

Ces conditions concernent non seulement le montant minimum fixé pour la prestation mais également le seuil d'achat déclenchant potentiellement la « quasi-gratuité » qui devra être calculé sur la valeur de livre(s) neuf(s) contenue dans la commande et non la valeur de la commande dans son intégralité.

5.3.3 Cas des commandes nécessitant plusieurs colis : « l'Arcep envisage de proposer que lorsqu'une commande implique plusieurs colis distincts, le tarif minimum s'applique à chaque colis en fonction de la valeur des livres qu'il transporte. »

Réponse Gibert :

Le projet repose sur une tarification minimum indépendante du poids et de la valeur d'au moins un livre neuf dans la commande du client.

D'un point de vue client, les conditions commerciales sur lesquelles il s'engage sont identifiées lors de la validation d'un panier de commande incluant donc cette prestation prévisionnelle de frais de port.

Par conséquent il nous semble plus clair que le tarif minimum s'applique lors de la commande, pour chaque commande, et non sur la base de l'expédition réellement réalisée par le vendeur.

La notion de commande doit être définie en fonction d'un expéditeur unique dans le cas 'une commande market-place pour laquelle il y aurait plusieurs livres mais expédiés par différents commerçants, c'est à dire qu'il y devra y avoir autant de tarifs minimums qu'il y a d'expéditeurs. Le seuil minimum d'achat sera également établi pour chaque expéditeur de cette commande.

La commande doit également être établie dans la perspective de la prévision d'un envoi unique. Si la commande est établie en connaissance d'envois multiples par le commerçant, le tarif minimum devra s'appliquer autant de fois que le commerçant prévoit de réellement établir de colis.

Par exemple la commande comporterait des produits immédiatement disponibles et des produits disponibles à différentes dates ultérieures. Si le commerçant prévoit d'expédier les livres à chaque disponibilité, il devra appliquer le tarif minimum pour chaque expédition prévue. Cette considération devrait également être valable pour le calcul du seuil minimum d'achat qui devrait être établi pour chaque expédition prévisible.

5.3.4 Modalités de paiement de la prestation de livraison : « L'Arcep envisage de proposer que la prestation de livraison soit nécessairement payée par l'acheteur, pour un montant au moins égal au tarif minimum de livraison, de manière concomitante au paiement des livres. »

Réponse Gibert :

Oui, la prestation de livraison et son coût est un élément indissociable de la transaction de produits sur laquelle le client opère son choix et valide en connaissance de cause.

Ce paiement doit bien être établi pour chaque commande et quel que soient les avantages proposés par le commerçant par ailleurs (programme fidélité, promotions sur les prestations de transports ou autres).

5.3.5. Retrait dans un commerce de vente au détail de livre ou un point de retrait : « L'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum applicable pour une livraison dans un point de retrait, hors commerce de vente au détail de livre, soit identique à celui d'une livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur. »

Réponse Gibert :

La prestation de livraison dans un point de retrait hors commerce de vente au détail de livre est identifiée par les clients comme une prestation différente de celle à domicile.

Cette prestation est identifiée comme plus économique (tant pour les clients que pour les commerçants), plus pratique pour toutes les commandes non « boxables » en boîte aux lettres dans la mesure où le client dispose d'horaires potentiellement plus adaptés.

Le fait de bénéficier d'une livraison regroupée de colis en un point unique et de constater un usage client de regroupement de ses actes d'achats et de retrait fait apparaître cette prestation de livraison comme plus écologique.

En outre ce type de prestation permet de soutenir un flux dans les commerces de proximité et dans les zones plus reculées de notre territoire grâce à un maillage très vaste de ces offres en point relais.

Pour toutes ces raisons nous souhaiterions une tarification spécifique et différenciée d'une prestation de livraison à l'adresse spécifique.

Synthèse :

Tarif minimum de la prestation de livraison de livres en métropole et outre-mer pour chaque envoi Montant d'achat de livres neufs dans l'envoi

Type de livraison	Jusqu'à 40 €	A partir de 40 €
Livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur	3,50 € TTC	0,01 € TTC
Retrait dans un point de retrait	2,50 € TTC	0,01 € TTC
Retrait dans un commerce de vente au détail de livres	0 €	

Question Q5 : Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.

L'objectif de cette loi est de rétablir l'équité entre les acteurs vis-à-vis de l'accessibilité au marché e-commerce tout en garantissant la pérennité d'un réseau de détaillant et donc in fine le maintien ou la croissance du marché du livre.

Si le client jouit aujourd'hui paradoxalement d'un avantage sur les prestations de livraison par rapport à d'autres produits du commerce, il paraît nécessaire d'être mesuré dans les conditions de rétablissement de l'équité entre les acteurs et en respect avec le prix unique du livre pour pérenniser et développer l'accession de tous aux biens culturels.

Certains détails ici proposés doivent également permettre de prendre en considération les enjeux écologiques en favorisant le retrait en circuit-court dans les commerces détaillant de livre puis dans les points de retrait hors commerce de vente au détail de livre.